



HAL
open science

Tout changer pour que rien ne change : bilan et perspectives politiques en Russie à la veille des élections présidentielles de mars 2018

Clémentine Fauconnier

► To cite this version:

Clémentine Fauconnier. Tout changer pour que rien ne change : bilan et perspectives politiques en Russie à la veille des élections présidentielles de mars 2018. *Les Études du CERI*, 2018, 235-236, pp.45 - 51. 10.25647/etudesduceri.235-236.07 . hal-03440917

HAL Id: hal-03440917

<https://sciencespo.hal.science/hal-03440917v1>

Submitted on 22 Nov 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0 International License

Tout changer pour que rien ne change : bilan et perspectives politiques en Russie à la veille des élections présidentielles de mars 2018 *par Clémentine Fauconnier*

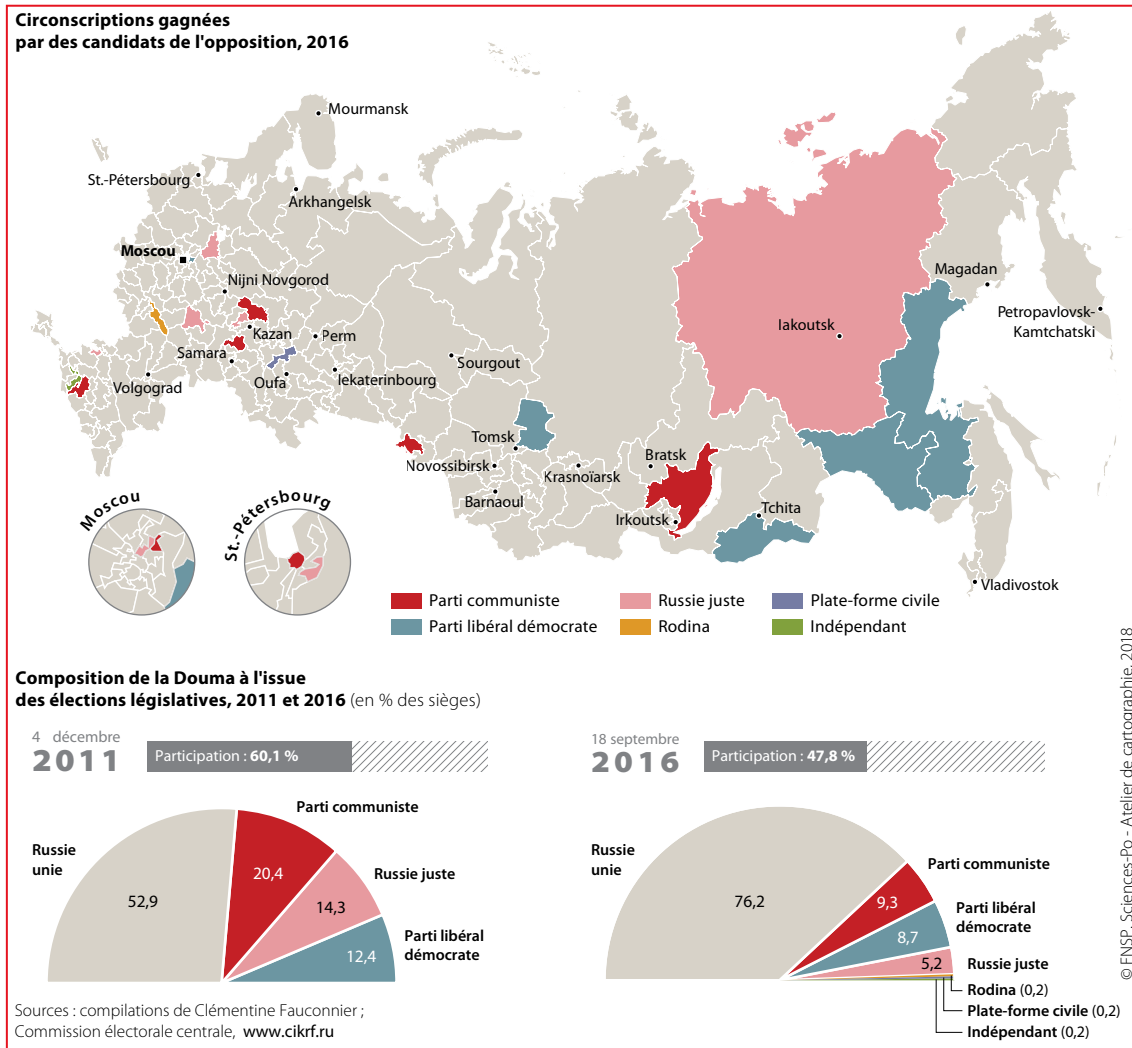
Les électeurs russes ont été appelés aux urnes le 18 mars 2018 afin de désigner leur président. Depuis l'adoption de la Constitution de 1993, ce dernier est élu au suffrage universel direct, au scrutin majoritaire à deux tours. Les candidats ont toujours obtenu la majorité absolue des voix dès le premier tour et ont donc été élus directement, hormis lors du scrutin de 1996. La Constitution russe n'autorisant pas l'exercice de plus de deux mandats consécutifs, Vladimir Poutine, élu successivement en 2000 et 2004, n'a pas été candidat à sa propre succession en 2008. Il a soutenu la candidature de son dauphin, Dmitri Medvedev, dont il est devenu le Premier ministre pendant quatre ans avant de revenir à la présidence en 2012 pour une durée qui est désormais de six ans. La Constitution l'a donc autorisé à se présenter en 2018 pour un quatrième mandat. Au moment de l'annonce de sa candidature le 6 décembre dernier, il bénéficiait de plus de 50 % des intentions de vote avec des scores en hausse. Six ans après l'important mouvement de protestation populaire qui avait accompagné son retour à la présidence, le système politique russe apparaît plus que jamais verrouillé et l'alternance inenvisageable. Derrière l'apparence de continuité, le rapide retour à l'ordre est le résultat d'une série de réajustements des mécanismes du pouvoir qui a partiellement modifié les rapports de forces entre les différents acteurs politiques.

Retour à l'ordre et réforme des mécanismes politiques

L'arrivée au pouvoir de Vladimir Poutine en 2000 a marqué le début d'un processus de centralisation politique autour de l'exécutif central. La mise en place du parti Russie unie, très rapidement ultramajoritaire à tous les niveaux du pouvoir, est l'une des manifestations les plus visibles de ce contrôle sur les anciens foyers d'opposition qu'ont été durant la présidence de Boris Eltsine la Douma – chambre basse de l'assemblée russe – et les régions¹. Les élections législatives du 4 décembre 2011 ont créé une discontinuité majeure dans ce processus. Russie unie est devenue la cible d'un mouvement de protestation entamé plusieurs mois avant les élections législatives par le blogueur et opposant politique Alexeï Navalny, qui le désignait comme « le parti des escrocs et des voleurs ». Alors que ses scores étaient en progression constante depuis dix ans, Russie unie a connu pour la première fois un net recul en perdant près de 15 points, soit 77 sièges. Durant les semaines qui ont suivi le scrutin, on a observé le développement d'un mouvement de contestation politique d'une ampleur sans précédent depuis l'effondrement de l'URSS. Les manifestations visaient notamment les fraudes commises pendant les élections, mais aussi le retour de Poutine à la présidence après le mandat effectué par Medvedev.

¹ V. Gel'man, « Le retour du Léviathan : la politique de recentralisation en Russie depuis 2000 », *Critique internationale*, n° 34, janvier 2007, pp. 103-125.

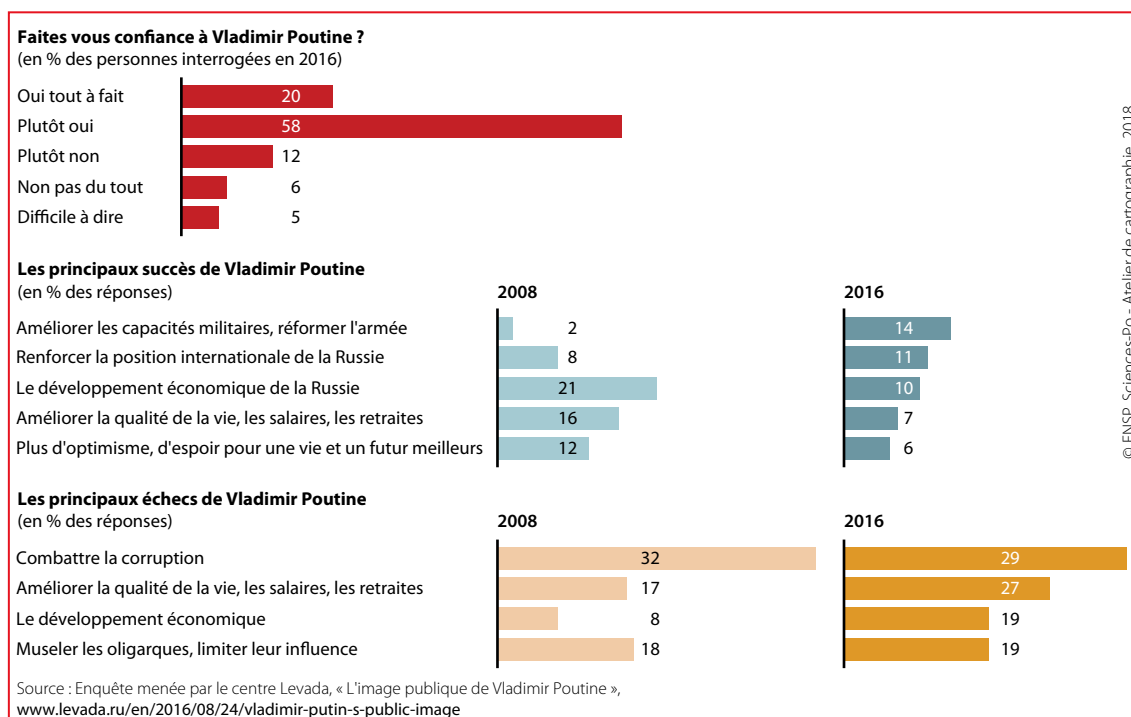
Figure 1
Elections législatives russes 2011 et 2016



Si ces événements n'ont pas remis la domination de Russie unie directement en cause et n'ont pas empêché le retour de Vladimir Poutine, élu à la présidence dès le premier tour le 4 mars 2012, ils ont cependant donné lieu à une importante réforme des mécanismes politiques mis en place durant les années 2000. Ces initiatives, présentées par le président Medvedev dès la fin de 2011, avaient pour objectif proclamé de répondre au mécontentement des manifestants en offrant les conditions institutionnelles d'une plus grande participation des citoyens à la vie politique. Elles rétablissaient l'élection au suffrage universel des gouverneurs de région – alors qu'ils étaient désignés par les parlements régionaux sur proposition du président depuis 2005 – ainsi que le scrutin mixte pour les législatives – et non plus le scrutin proportionnel intégral utilisé en 2007 et 2011. Enfin elles assouplissaient les conditions d'enregistrement et de participation pour les organisations partisans.

Les élections législatives de 2011 ont semblé constituer une rupture dans l'histoire politique russe récente, mais les années qui ont suivi ont marqué un rapide retour à l'ordre. Ainsi, à la veille de la campagne présidentielle de 2018, la popularité de Vladimir Poutine était au plus haut : plus de 80 % des Russes interrogés affirmaient lui faire confiance. Si les chiffres en sa faveur ont toujours été élevés – en ne passant jamais en dix-sept ans sous la barre des 60 % – leur variation est cependant riche d'enseignements. Elle montre que la cote de popularité de Vladimir Poutine a commencé à baisser progressivement dès 2009, au moment où les premiers effets de la crise se sont fait sentir, pour ensuite rester aux alentours de 60 % non seulement pendant la période de contestation de l'hiver 2012, mais également pendant les deux années suivantes. Sa brusque remontée dans les sondages se situe à l'hiver 2014, au moment de l'annexion par la Russie de la Crimée. Il reste depuis au-dessus des 80 %. L'étude menée par le centre Levada montre que si depuis 2014 le président russe a retrouvé la popularité dont il bénéficiait en 2008, les facteurs de cette faveur ont changé (voir la figure 2). Jusqu'à 2008, les réussites dans le domaine économique et social – qualité de vie, salaires, retraites – étaient citées comme étant les principaux motifs de satisfaction. En 2016, les réponses aux sondages donnaient la première place aux succès sur la scène internationale : l'amélioration des capacités militaires et le renforcement de la position de la Russie dans le monde. En revanche les questions socioéconomiques comptaient désormais parmi les principaux échecs de Vladimir Poutine aux yeux de la population. Enfin en 2016 comme en 2008, la corruption demeurait la première cause de mécontentement.

Figure 2
Les facteurs de popularité de Vladimir Poutine, 2008-2016



La domination de Russie unie : l'impact des décisions prises par le pouvoir fin 2011

De façon analogue au rapide regain de popularité de Vladimir Poutine, Russie unie est parvenue, après le recul de 2011, à retrouver son niveau antérieur et même à renforcer encore sa position à l'occasion des élections en région entre 2012 et 2015. Ici encore, les mécanismes de ces succès diffèrent de ceux des années précédentes, aussi bien en ce qui concerne la désignation des chefs des exécutifs régionaux que les parlements.

Chacune des quatre-vingt-cinq régions russes a son propre calendrier. Des scrutins régionaux et locaux ont ainsi lieu tous les ans en septembre, lors d'une journée unique d'élections. Les résultats des scrutins aux parlements régionaux de 2012 à 2015 montrent que l'assouplissement de la loi sur les partis ne menace pas la position ultradominante de Russie unie. Au contraire, la hausse très rapide du nombre d'organisations partisans – sept enregistrées fin 2011, soixante-quinze début 2017 – favorise le parti du pouvoir qui remporte en moyenne près de 80 % des mandats sur la période. La loi impose qu'au moins la moitié des députés régionaux soient élus au scrutin mixte, avec des seuils de représentativité fixés entre 5 et 7 %. Dans le cadre d'une offre politique à nouveau fragmentée avec de nombreux participants qui ne parviennent pas à atteindre ce seuil, les mécanismes de conversion des voix en sièges permettent à Russie unie de gagner plus de mandats avec moins de voix. Ainsi si l'on compare les résultats obtenus dans les parlements régionaux sur les périodes 2012-2015 et 2008-2011, la part totale des sièges qu'elle a remportés a globalement augmenté de sept points alors même que le pourcentage de voix qu'elle a conquis au scrutin proportionnel était en baisse². L'assouplissement de la loi sur les partis, présenté par Dmitri Medvedev comme une mesure de libéralisation du jeu politique, bénéficie *in fine* à Russie unie.

La réforme du mode de désignation des chefs des exécutifs régionaux, les gouverneurs, ne remet pas non plus en cause l'écrasante domination de ses candidats. A l'automne 2017, seuls quatre des quatre-vingt-cinq gouverneurs en exercice étaient membres de partis d'opposition : le Parti communiste pour deux d'entre eux, le Parti libéral-démocrate de Russie (LDPR) et Russie juste. Il n'y a cependant que dans l'oblast d'Irkoutsk lors des élections du 13 septembre 2015 qu'un candidat de Russie unie a essuyé une défaite à l'issue d'un second tour contre le candidat communiste. Dans l'oblast de Smolensk, le gouverneur LDPR sortant, candidat à sa propre succession, n'était opposé à aucun candidat de Russie unie. Dans les régions d'Orel et d'Omsk, les gouverneurs ont été nommés par interim par Vladimir Poutine au début du mois d'octobre 2017 après la démission de leurs prédécesseurs, et devront attendre l'automne 2018 pour confirmer éventuellement leur position au suffrage universel. Ainsi la très modeste représentation de gouverneurs issus de l'opposition relève-t-elle davantage d'une politique de cooptation menée par le président que d'alternance.

Le rétablissement de l'élection des gouverneurs s'accompagne en effet de la généralisation des pratiques de précooptation avant élection selon le schéma suivant : démission du gouverneur en exercice, désignation par Vladimir Poutine d'un gouverneur par interim – parfois le sortant

² A. Kynev, « Vybory reguional'nykh parlamentov v Rossii 2009-2013 : Ot partizatsii k personalizatsii » [Les élections des parlements régionaux en Russie 2009-2013 : de la partisanisation à la personnalisation], Moscou, Panorama, 2014.

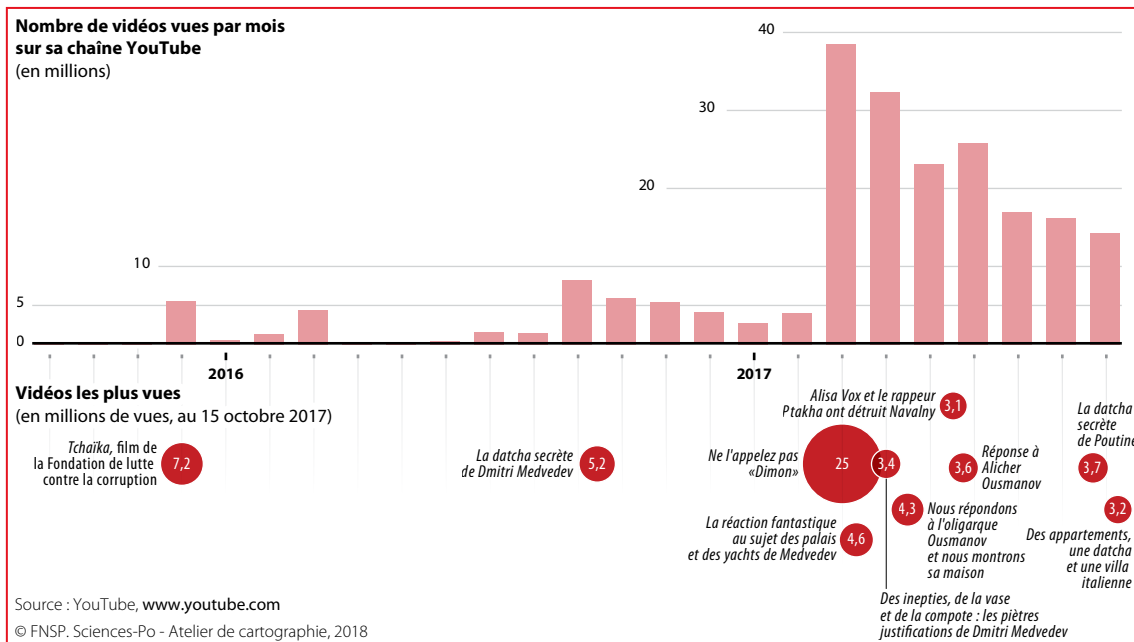
lui-même – qui se trouve en poste tout en faisant campagne, organisation d'élections anticipées. Cette procédure permet à Poutine de maintenir un certain contrôle personnel sur la désignation des chefs des exécutifs régionaux en marginalisant ceux en qui il a perdu confiance et en donnant toutes leurs chances à ceux qu'il souhaite voir élus ou de fait maintenus. La pratique des élections anticipées lui donne la maîtrise du calendrier en concentrant le maximum de scrutins à un moment jugé propice – trente régions ont ainsi désigné leur chef de l'exécutif en septembre 2014 quand la popularité de Vladimir Poutine se trouvait à nouveau à son maximum quelques mois après l'annexion de la Crimée. Elle ajoute une difficulté supplémentaire pour les forces d'opposition qui n'ont plus que très peu de temps pour choisir leur candidat et mener campagne. Ainsi le retour de l'élection des gouverneurs au suffrage universel ne remet pas en cause l'emprise quasi intégrale de Russie unie au niveau des exécutifs régionaux. En revanche, les modalités de ces élections et notamment le recours régulier aux scrutins anticipés montrent que la désignation des gouverneurs reste à bien des égards sous le contrôle personnel de Vladimir Poutine, et que Russie unie en est le bénéficiaire bien plus que l'acteur.

Le pluralisme administré et ses opposants

Les élections législatives du 18 septembre 2016 se situent dans le prolongement des logiques observées lors des scrutins régionaux organisés depuis 2012. Russie unie y remporte une victoire historique avec le record de 343 élus au total soit plus des trois quarts des 450 sièges. Pour la première fois depuis 2003, les députés sont désignés au scrutin mixte en un seul tour : 225 au scrutin majoritaire dans les circonscriptions, 225 au scrutin proportionnel de liste. La fragmentation de l'offre politique – quatorze partis au scrutin de liste – permet à Russie unie d'obtenir 62 % des sièges avec 54 % des voix au scrutin proportionnel. Les mêmes mécanismes institutionnels observés les années précédentes dans les régions permettent de dissimuler le fait que le nombre de voix en sa faveur continue de baisser, y compris par rapport au scrutin agité de 2011, passant de 32 à 28 millions contre près de 45 millions en 2007, avec une baisse historique de la participation – moins douze points – qui passe pour la première fois de l'histoire de la Russie postsoviétique sous la barre des 50 %. Autre fait nouveau pour ce type de scrutin qui confirme les logiques observées pour la désignation des gouverneurs, pour la première fois Russie unie n'a pas présenté de candidats dans dix-huit des deux cent vingt-cinq circonscriptions pourvues au scrutin majoritaire, adoptant une stratégie de cooptation sélective de candidats de l'opposition. Sans cette initiative, il n'y en aurait quasiment pas eu dans les territoires, puisque Russie unie a remporté 203 circonscriptions au total.

Ainsi, l'action des dirigeants russes ne se limite pas à garantir les victoires de Russie unie ; de façon plus générale elle vise à gérer par le haut les modalités et les acteurs de la vie politique. Cette administration du pluralisme se manifeste dans le maintien d'un lien asymétrique entre Russie unie et le pouvoir exécutif central dont beaucoup de représentants demeurent politiquement sans étiquette. Malgré les demandes formulées au début des années 2000 par les dirigeants du parti et très vite abandonnées, ce n'est pas la force politique gagnante des scrutins qui forme le gouvernement. De plus Vladimir Poutine a plusieurs fois refusé de prendre sa carte. L'administration du pluralisme consiste également pour les dirigeants de l'exécutif à

Figure 3
Popularité d' Alexeï Navalny



promouvoir de façon sélective certains partis de l'opposition dite constructive – le parti communiste, le LDPR et Russie juste – au détriment de l'opposition dite « hors système », beaucoup plus marginalisée³.

L'opposition hors système compte parmi ses membres les principaux représentants de l'opposition démocrate, qu'il s'agisse du parti historique Iabloko, représenté au Parlement tout au long des années 1990, ou de figures plus récentes comme celle d'Alexeï Navalny, rapidement considéré comme le principal opposant à Vladimir Poutine. Connu dès le début des années 2010 pour ses dénonciations de la corruption, il a été particulièrement actif lors du mouvement de protestation qui a accompagné les élections législatives de 2011. Il a participé deux ans plus tard aux élections à la mairie de Moscou où il a remporté 30 % des voix face au sortant Sergueï Sobianine, réélu de justesse au premier tour. Candidat déclaré aux élections présidentielles de 2018, Alexeï Navalny a été considéré inéligible par la Commission électorale centrale en raison de la condamnation à cinq ans de prison avec sursis pour détournement de fonds dont il a fait l'objet. Il a cependant continué de se dire candidat et de multiplier les rencontres avec les électeurs russes tandis que les vidéos qu'il publiait sur sa chaîne Youtube – dénonçant notamment le mode de vie plus que fastueux des dirigeants russes – ont été vues jusqu'à 25 millions de fois (figure 3). Si la candidature de Ksénia Sobtchak – la fille de l'ancien maire de Saint Pétersbourg et mentor de Vladimir Poutine – a suscité de nombreux questionnements sur une éventuelle intervention du Kremlin dans les rangs de l'opposition démocrate, les intentions de vote en sa faveur restaient en décembre 2017 aux alentours de 1 %.

*

* *

³ F. Daucé, *Etre opposant dans la Russie de Vladimir Poutine*, Latresne, Le Bord de l'eau, 2016.

A bien des égards, le troisième mandat de Vladimir Poutine n'a pas seulement été une période de retour à l'ordre mais aussi de durcissement après les mouvements de l'hiver 2012. Si la cote de popularité du président a battu des records tout comme la représentation à tous les niveaux de Russie unie, les mécanismes de ce soutien ont cependant fortement changé par rapport aux années précédentes. Ils ont témoigné de l'existence de brèches importantes comme l'inquiétude de la population face à la situation économique et sociale, et la baisse constante de la participation aux élections. Ce mandat voit aussi l'installation dans le paysage russe d'une figure d'opposition qui a su capter le mécontentement ancien à l'égard de la corruption, considérée dans les années 2000 et encore aujourd'hui par la majorité des Russes comme le principal échec de Vladimir Poutine. Si ces éléments ne semblent pas remettre en question le résultat des élections présidentielles de 2018, ils constituent malgré tout des paramètres susceptibles de peser de plus en plus dans les années à venir, notamment lors de l'échéance présidentielle de 2024 à laquelle, d'après la Constitution, Vladimir Poutine ne pourra pas se présenter.

Pour citer cet article : Clémentine Fauconnier, « Tout changer pour que rien ne change : bilan et perspectives politiques en Russie à la veille des élections présidentielles de mars 2018 », in A. de Tinguy (dir.), *Regards sur l'Eurasie. L'année politique 2017 / Les Etudes du CERI*, n° 235-236, février 2018 [en ligne : www.sciencespo.fr/ceri/fr/papier/etude].